

À la une

La face cachée du tourisme humanitaire

La vente de séjours consacrés à un projet humanitaire dans un pays plus ou moins lointain est devenue un marché très lucratif. Les bonnes intentions des touristes n'empêchent pas nombre de voyages d'être au mieux inutiles, au pire néfastes pour les populations locales.

Téo a payé 6 190 € pour participer à un pseudo projet de conservation de la biodiversité.

On les appelle les volontouristes, néologisme né de la contraction de volontaires et de touristes. La plage, l'exotisme des paysages et des cultures lointaines ne suffisent plus à ces voyageurs en quête de sens pour leurs vacances. Ils s'envolent pour participer bénévolement à un projet humanitaire ou de développement dans un pays pauvre. Et se pressent de plus en plus nombreux aux guichets d'agences spécialisées sur ce marché. Au premier rang desquelles *Projects Abroad*, le leader du secteur, pourvoyeur de missions de courte durée. Avec cette structure, Téo, lycéen suisse, a participé durant trois mois, l'an passé, à un projet de « conservation de la biodiversité de la savane africaine » au Botswana. *Projects Abroad* lui a facturé ce séjour, billets d'avion non compris, pour la modique somme de 6 190 € ! Ce ne sont pas les conditions spartiates du campement dans le bush qui ont déçu Téo, mais la réalité du projet. « Cela tenait du camp de

vacances, relate Téo, écœuré par cette expérience. *Nous réalisons un comptage d'animaux et des mesures de baobabs, tout à fait aléatoires, compte tenu de notre absence de compétences. Des données non fiables qu'aucun organisme sérieux ne peut exploiter.* »

DES AGENCES QUI OCCULTENT LEUR STATUT

Faire du volontariat un marché lucratif soulève des questions éthiques, qu'Alizee Delpierre, enseignante à l'Institut d'études politiques de Paris n'a pas manqué de se poser. Cette sociologue a mené pendant trois ans une étude sur le tourisme humanitaire, auprès de *Projects Abroad*. « Il s'agit d'une agence de voyages à but lucratif facturant très cher ses voyages, occultant son véritable statut pour se présenter de façon très ambiguë auprès de ses clients selon tous les codes d'une organisation humanitaire, assure-t-elle. Elle crée de toutes pièces des projets, sans aucune étude

sérieuse des besoins locaux, n'ayant que très peu d'impact positif sur les populations ou les environnements locaux. »

Contactée par « 60 », *Projects Abroad France* précise indiquer sur son site être une entreprise à « vocation sociale ». Elle annonce des coûts de fonctionnement de 59 % de son chiffre d'affaires, dont près de la moitié en frais de publicité ! Avec un bénéfice annoncé de 7 %. Le commerce de l'humanitaire est juteux.

DES INITIATIVES DE VOLONTAIRES BANNIES

Selon un audit financier que *60 Millions de consommateurs* s'est procuré, *Beech View Holdings Limited*, la holding britannique regroupant les agences *Projects Abroad* dans les pays occidentaux a dégagé, en 2014, un chiffre d'affaires de 21 859 675 livres sterling (28,13 millions d'euros), avec une marge brute de 41 %, lui permettant de verser plus d'un million d'euros de dividendes à ses actionnaires.



Les leaders du secteur, en tête de recherche sur les moteurs de recherche en ligne, ne sont pas les seuls à exploiter le filon à des fins commerciales. Les pratiques de certaines associations, prétendues à but non lucratif, posent aussi problème. Alors que le volontariat suppose du bénévole une simple participation à ses frais d'hébergement et de nourriture, la réalité est souvent tout autre.

Élève ingénieur dans le secteur du bâtiment, Aurélien* a réglé 2 165 € à l'association Jeunesse et reconstruction qui l'a dépêché

Projects Abroad
a versé plus
d'un million d'euros
de dividendes
à ses actionnaires !

en Malaisie pour une mission de volontariat de dix semaines, gérée par un partenaire local, auquel l'association a reversé 2 000 €. « Les agents de cette structure avaient du mal à nous occuper. Nous repeignons une école délabrée, qu'il aurait mieux valu retaper. Le village insalubre nécessitait des aménagements

pour lutter contre la stagnation des eaux et pour gérer le stockage des ordures. Mais toute initiative de la part des volontaires dans ce sens était proscrite. J'ai appris que ce village était laissé à l'abandon par volonté du gouvernement qui souhaitait expulser la population. L'intervenant local ne voulait pas se mettre à dos les autorités ».

L'intérêt de cette pseudo-ONG à mener un tel projet de développement en trompe-l'œil ? Selon la copie des comptes de ce programme que nous avons



**Enseigner,
un prétexte ?**

Vu sur le site d'un des principaux vendeurs de voyages en volontariat : « Nos missions d'enseignement en Argentine ont lieu dans des collèges, lycées, instituts et universités... Enseigner le français ou l'anglais peut être extrêmement gratifiant ». Gratifiant pour le CV et l'ego du volontaire, sans aucun doute. Mais parler et écrire français ou anglais ne suffit pas pour l'enseigner... Alors faites votre examen de conscience... Qu'aurez-vous utilement apporté à ces jeunes Argentins pendant ce stage amateur de trois semaines, facturé 2 135 € sans le billet d'avion ?

Les séjours dans les orphelinats et les écoles se vendent comme des petits pains.

consultée, sur 200 € versés hebdomadairement par un volontaire, cette association couvre tous ses frais de fonctionnement avec 88 €. Sur cette somme, seuls 4 € étaient alloués à la réalisation du projet (achat de petit matériel de peinture). Il reste un montant de 112 € par semaine et un bénévole s'évaporant dans la nature!

Jeune infirmier belge, Victor* est, lui, parti avec quelques confrères pour un mois, en juillet 2017, dans un hôpital de campagne cambodgien, via l'Association missions stages (AMS). Coût: 1000 € par volontaire, sans le billet d'avion. « 300 € m'auraient suffi pour vivre sur place dans les mêmes conditions », constate-t-il. AMS nous a déclaré reverser une partie des fonds à l'hôpital et à d'autres structures sociales locales. Dont acte. Mais l'association pêche par manque de transparence. Le groupe de

Victor n'a obtenu aucune information à cet égard. Quant à l'utilité de sa mission? « J'ai réalisé trois ou quatre pansements en un mois. Le personnel local n'attendait rien de nous et surtout pas un échange de techniques professionnelles. Nous les perturbions dès que nous prenions une initiative », témoigne-t-il.

UNE IMAGE VÉHICULÉE DE NÉOCOLONIALISME

Après le safari animalier, pourquoi pas le safari hospitalier... Imaginons-nous sauver le budget de nos hôpitaux français, par la présence de riches touristes étrangers venus observer les conditions dégradées de notre système de santé publique? Les patients sont-ils disposés à supporter la présence au pied de leur lit de ces intrus en quête d'une expérience compassionnelle exotique? Les professionnels de l'aide au développement

déplorent les traces négatives que ce volontariat dévoyé laisse sur son passage. Il véhicule auprès des locaux l'image d'un humanitaire désuet, aux relents néocolonialistes. « C'est de l'assistanat, sans transfert de compétences, sans actions visant l'autonomisation des populations locales », alerte Emmanuelle Werner, directrice de l'ONG Friends International Suisse.

De son côté, Caroline Mignon, directrice de l'Association pour le tourisme équitable et solidaire (Ates), qui promeut une autre forme de tourisme éthique, le voyage solidaire (voir *Trois questions* à, ci-contre), s'interroge sur les chantiers de construction, pour lesquels on ne requiert aucune compétence pointue: « Effectuer le travail dont une main-d'œuvre locale pourrait se charger, est-ce le moyen le plus efficace d'aider

Nos conseils

Comment trouver la bonne association

Que les dérives du volontourisme "commercial" ne dissuadent pas votre altruisme. Avec certaines ONG, telles Friends International ou Service volontaire international, par exemple, il est possible de réaliser une mission dans des condi-



tions éthiques. Vous pouvez aussi vous adresser directement à une petite association locale, après vous être informé sur la cohérence de son projet et de ses pratiques.

Les précautions à prendre? « Bannir les projets plaçant le volontaire en relation directe avec des enfants pour des missions de courte durée », avertit Emmanuelle Werner, la directrice de Friends International Suisse. Elle précise que l'organisme doit s'assurer qu'une procédure de protection des enfants est mise en place en cas d'abus. « Il doit au minimum exiger un extrait de casier judiciaire. Quel que soit le domaine d'intervention, on doit vous proposer une mission en adéquation avec vos compétences, vous communiquer un code de bonne conduite et ne pas vous facturer une somme déraisonnable, excédant le montant des frais de séjour sur place. »

Reste à vous questionner sur le réel impact du projet, en vous renseignant sur le sérieux de l'association, dont vous aurez vérifié le véritable statut d'ONG, si possible auprès de volontaires déjà partis avec elle. ||

3 QUESTIONS À...



Caroline Mignon

Directrice de l'Association pour le tourisme équitable et solidaire (Ates)

« LE VOYAGE SOLIDAIRE EST UNE AUTRE APPROCHE DU TOURISME ÉTHIQUE »

En quoi le tourisme solidaire se différencie-t-il du volontourisme ?

Caroline Mignon : *Il n'implique pas de participation à une mission quelconque. Le touriste équitable et solidaire participe au développement local en payant un voyage dont la majorité du prix bénéficie à l'économie locale. Il sera hébergé soit chez l'habitant, soit dans des structures gérées par des locaux, ses guides seront recrutés sur place, idem pour les transports locaux. Les prix de ces prestations sont négociés avec des fournisseurs locaux selon des critères du commerce équitable.*

Le consommateur doit-il se méfier de certaines offres ?

C. M. : *Certaines agences de voyages en font un argument marketing sans en respecter les règles. Une part infime du prix payé, de l'ordre d'un faible pourcentage, est investie sur place, le reste bénéficiant à des sociétés internationales propriétaires des hôtels, des transports... Souvent, ces agences financent faiblement une ONG locale, parfois nébuleuse. Le circuit prévoit alors une visite de ce projet, rarement motivé par les besoins réels de la population locale, mais destiné avant tout à justifier le caractère pseudo-solidaire du voyage. Il est souvent mis en place pour son aspect "photogénique", permettant aux touristes de poster sur les réseaux*

sociaux des images de la détresse locale. Un centre de formation visant à autonomiser les locaux - plutôt que de les rendre dépendants d'un assistanat - sera bien moins "vendeur" qu'un établissement avec des enfants ! Que penserions-nous de touristes américains ou japonais qui paieraient un circuit touristique en France, intégrant la visite d'un centre pour sans-abris ?

Comment sélectionner son voyage ?

C. M. : *Le label officiel "Garantie tourisme équitable et solidaire", garantissant le respect de la déontologie du tourisme équitable, est délivré par ATES. Il est fondé sur l'évaluation systématique des pratiques des opérateurs et de leurs partenaires locaux. Il garantit, par ailleurs, que 4 à 6 % du prix du voyage sont versés à un fonds de développement finançant des projets locaux d'intérêt collectif. Mais il existe aussi de petits opérateurs non labellisés travaillant sérieusement, comme Voyager autrement ou Double sens, parmi d'autres. II*

une communauté en grandes difficultés économiques ? Un don à une ONG professionnelle et un bénévolat auprès d'une association française d'aide aux démunis seraient des actions plus altruistes ».

Les effets du tourisme humanitaire sont ravageurs quand il prétend venir en aide aux enfants. Les séjours dans les orphelinats et les écoles se vendent, en effet, comme des petits pains. Pour répondre à cette demande, les voyagistes sans scrupules sont en manque d'établissements... Et déracinent des enfants de leur famille, en Asie du Sud-Est, pour monter de vrais-faux orphelinats.

DES ENFANTS SERVENT À OCCUPER LES TOURISTES

Au Cambodge, par exemple, en trente ans, le nombre d'orphelins a été multiplié par huit. Mais sur 4 700 recensés, 74 % d'entre eux ont des parents, selon l'Unicef. « On s'adresse à des familles démunies qui confient leurs enfants contre un peu d'argent parfois, et surtout la promesse qu'ils auront accès à une meilleure éducation et à des soins médicaux. Des promesses non tenues, le plus souvent », relate Emmanuelle Werner. « Les enfants voient défiler des étrangers sans aucune formation, ne parlant pas leur langue, dont l'un va leur apprendre une comptine française pendant quinze jours, puis un autre, quelques mots de français les deux semaines suivantes. Ils ne bénéficient d'aucune éducation mais servent à occuper des touristes », s'insurge Pierre de Hanscutter, directeur de Service volontaire international. La misère est-elle en passe de devenir une attraction touristique? II

GILLES MANDROUX

(*) Les prénoms ont été modifiés